

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORMANDY COATING

Rue Verdier Monetti
76880 Arques-La-Bataille

Références : UDRD-2025-12-T-716
Code AIOT : 0005802394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement NORMANDY COATING implanté 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 au sein de la société NORMANDY COATING dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection et constitue la visite annuelle de cet établissement prioritaire. Elle a permis de contrôler le suivi d'une demande formulée à l'issue de l'inspection précédente concernant la recherche de PFAS dans les rejets aqueux de l'usine. Le reste de la visite concerne notamment l'analyse du Plan de Gestion des Solvants 2024 que l'exploitant a remis à l'inspection préalablement à la visite et le suivi des rejets atmosphériques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORMANDY COATING
- 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille

- Code AIOT : 0005802394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Normandy Coating située à ARQUES-LA-BATAILLE (76880) est une usine de chimie qui opère dans le traitement de surface. Elle s'est spécialisée dans l'enduction de film polyester afin de lui conférer certaines propriétés physiques (hydrolyse, adhérence, imprimabilité, etc). Les films polyester traités sont utilisés dans l'industrie des adhésifs, les étiquettes, les arts graphiques, l'électronique imprimée, le transfert textile, etc.

C'est une entreprise qui compte une cinquantaine de salariés qui se relaient en 3*8, du lundi 5h au vendredi 22h. Si l'entreprise est propriétaire de ses bâtiments depuis leur rachat à la CCI, elle continue de partager le site avec plusieurs autres entreprises (notamment RTT, soumise à autorisation). Le site est situé à proximité d'un étang (lacs de la Varenne).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Emissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.2.1.3	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.1.7	Sans objet
4	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1	Sans objet
5	Émissions diffuses de COV	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.2.1.2	Sans objet
7	Émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.2.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien réalisé, conformément à ses engagements pris lors de la dernière visite, une campagne de mesures de 3 analyses mensuelles des PFAS dans les eaux de surface sur le 1er semestre 2025 par un laboratoire accrédité après aménagement d'un nouveau canal venturi. Des traces d'acide perfluorooctanoïque (PFOA) ont été retrouvées à hauteur de 0.13 µg/l en amont du captage ("blanc" réalisée dans l'eau prélevée dans la nappe) pour l'analyse réalisée en avril 2025. On retrouve lors de ce même mois ce même composé dans le rejet des eaux résiduelles à hauteur de 0.61 µg/l. Les autres analyses ne présentent pas de taux significatifs.

L'analyse du Plan de Gestion des Solvants 2024 et le schéma de maîtrise des émissions mettent en évidence :

- une émission annuelle totale de 0,78 kg COV/kg extraits secs utilisés par an pour une limite fixée à 0,3kg COV/kg extraits secs utilisés, ce qui n'est pas conforme à l'article 3.2.1.1 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022. Cependant, ce même article prévoit, qu'en lieu et place de la disposition applicable sur les émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses (<10% des solvants organiques utilisés à l'entrée) et des émissions canalisées de COV dans les gaz résiduelles précisées au point 3.2.1.2 (20mg/Nm³ ou 35mg/Nm³), ce qui semble être vérifié.

- la proportion d'émissions diffuses de COV est conforme à la limite prescrite, lesquelles représentent 4.98% des solvants organiques utilisés à l'entrée pour une limite à 10%.

Les rapports d'analyses des rejets atmosphériques permettent de statuer de l'efficacité de l'oxydateur thermique RTO qui atteint un rendement d'épuration de 99,4% en 2025 et du respect des VLE lorsque le RTO est en fonctionnement (rejets compris entre 0 et 1 mg/Nm³ de COV pour une VLE de 20 mg/Nm³).

Cependant, l'exploitant devra veiller lors du prochain contrôle des émissions atmosphériques à réaliser une mesure sur l'émissaire du flux canalisé de COV émis par l'atelier de préparation des mélanges (29,3 t) qui ne font pas l'objet d'un traitement par le RTO. En cas de non-respect de la VLE (35 mg/Nm³ en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré), l'exploitant devra mener une réflexion quant à l'opportunité de traiter ce flux canalisé par le RTO.

Enfin, l'exploitant veillera à ce que les prochains rapports du prestataire intervenant pour les analyses dans l'air mentionnent la bonne VLE applicable pour les rejets canalisés (20 mg/Nm³ à la place de 50 mg/Nm³).

Des demandes sont formulées dans ce sens assorties de délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des

zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a, conformément à ce qui avait été demandé lors de la visite en 2024, réalisé une campagne de 3 analyses mensuelles des PFAS dans les eaux de surface sur le 1er semestre 2025 par un laboratoire accrédité. La campagne d'analyse a eu lieu sur les mois de mars 2025, avril 2025 et mai 2025.

Pour chacune des 3 analyses, un prélèvement blanc en amont a également été réalisé afin de vérifier la qualité des eaux issues de la nappe et rentrant dans le processus de production..

Par ailleurs et afin de se conformer aux exigences de prélèvements, un canal normé (canal venturi) a été construit en 2025. L'inspection a pu constater sur le terrain la réalisation de ce canal normé.

Les résultats des 3 rapports de la campagne d'analyses ont tous été publiés sur GIDAF. A noter que l'on retrouve des traces d'acide perfluorooctanoïque (PFOA) à hauteur de 0.13 µg/l en amont dans l'eau de la nappe pour l'analyse "à blanc" réalisée en avril 2025. On retrouve lors de ce même mois, ce même composé dans le rejet des eaux résiduaires de l'usine à hauteur de 0.61 µg/l. Les autres analyses réalisées en mai et juin ne révèlent pas de taux significatifs.

Ces résultats doivent permettre à Normandy Coating de finir d'établir la liste des substances PFAS (PFOA notamment) utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Cette liste sera transmise à l'inspection sous deux mois.

En outre, l'exploitant a indiqué avoir changé son émulseur par un émulseur sans fluor la semaine précédant la visite. L'inspection a pu constater ce changement lors de la visite du site. Il a indiqué que l'ancien émulseur partira en destruction en filière déchet dangereux. L'exploitant devra s'assurer de la bonne compatibilité du nouveau produit avec le matériel de pompage et de dosage en place (pompe, débit, section des tuyauteries, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 :

L'exploitant transmettra sous deux mois la liste des substances PFAS (PFOA notamment) utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Demande n°2 :

Concernant le nouvel émulseur, il devra s'assurer de la compatibilité du matériel en place (pompage, dosage, etc.) avec l'utilisation de celui-ci au regard de ses propriétés physico-chimiques. Le retour d'expérience montre qu'un essai en vraie grandeur est à réaliser pour vérifier l'adéquation, au-delà des évaluations théoriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs...)
Constats : L'exploitant a transmis à la demande l'inspection son plan de gestion des solvants pour l'année 2024. Celui-ci mentionne notamment les entrées et les sorties des solvants dans chacune des matrices rencontrées tout au long du procédé de fabrication (eau, air canalisé, air diffus, déchets, produits finis, etc.). Le plan de gestion 2024 met en évidence une proportion d'émissions diffuses de COV conforme aux valeurs limites d'émissions : 4.98% des solvants organiques utilisés à l'entrée pour une limite à 10%. Le schéma de maîtrise des émissions met en évidence une émission annuelle totale de 0,78 kg COV/kg extraits secs utilisés par an pour une limite fixée à 0.3kg COV/kg extraits secs utilisés selon l'article 3.2.1.1 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022. Le PGS mentionne également l'émission canalisée de 29,3t de COV sans traitement par le RTO, lesquelles émissions sont issues de l'atelier de préparation des mélanges. En effet, l'exploitant indique que le RTO est mis à l'arrêt quand les activités d'enduction et de production sont à l'arrêt. Or, aucune mesure des émissions atmosphériques n'a été réalisée dans cette configuration, ce qui ne permet pas d'attester avec certitude du respect de la valeur limite d'émission des émissions de COV dans les gaz résiduaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°3 : cf Point de contrôle n°6 Lors de la prochaine campagne de mesures des émissions atmosphériques, l'exploitant réalisera une mesure des COVT lorsque l'oxydiseur thermique RTO est à l'arrêt et pendant une période de captage des COV dans les zones de préparation des mélanges afin de s'assurer du respect de la VLE de 35mg/Nm3. En cas de non-respect, l'exploitant devra mener une réflexion pour déterminer l'opportunité de traiter ces flux canalisés par le RTO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de COV
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise une surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV (Composés Organiques Volatils) à l'exclusion du méthane si sur l'ensemble de l'installation le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane dépasse 10 kg/h exprimé en carbone total.</p> <p>Cette surveillance en permanence peut être remplacée par un paramètre représentatif corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions canalisées.</p> <p>Le relevé de suivi des émissions de COV est transmis semestriellement à l'inspection des installations classées, avec une comparaison des valeurs mesurées avec les valeurs limites d'émission applicables (voir chapitre suivant). Le cas échéant, l'exploitant détaille les actions correctives pour corriger les écarts.</p>
Constats : <p>L'exploitant a remis un dossier de réexamen le 17 décembre 2021 qui porte sur le positionnement de son site par rapport au BREF sectoriel STS (document relatant les meilleures techniques disponibles pour les exploitations opérant dans le traitement de surface utilisant des solvants). L'exploitant ne s'était pas positionné par rapport à la MTD (meilleures techniques disponibles) qui consiste à surveiller les émissions de gaz résiduaires au moins à la fréquence d'une fois par an si le flux de COVT est inférieur à 10kg C/h ou en continu si le flux de COVT est supérieur à 10kg C/h. Le flux des COVT (Composés Organiques Volatils Totaux) devant être en effet suivi à la sortie du traitement par le RTO (oxydateur thermique).</p> <p>Dans son plan de gestion des solvants 2024, Normandy Coating déclare un flux canalisé et non traité s'évacuant au moyen de la cheminée de 30.5T. Ce chiffre correspond à :</p> <ul style="list-style-type: none">• la partie émanant des équipements en zone préparation qui font l'objet d'une aspiration et d'une canalisation des rejets. L'oxydateur thermique n'est pas en fonctionnement lorsque seules ces équipements fonctionnent. Le rejet annuel de COV estimé par l'exploitant est de 29.3T. Ces zones sont en fonctionnement pendant 5637h/an.• la partie des équipements en zone enduction qui font également l'objet d'une aspiration et d'une canalisation des rejets. L'oxydateur thermique est en revanche en fonctionnement lors des phases d'enduction. La part résiduelle de COV émise dans l'atmosphère calculée à partir du rendement du RTO correspond à 1.2T. Cette zone est en fonctionnement pendant 3 123 h/an. <p>Il y a donc un rejet canalisé et évacué lorsqu'au moins une de ces activités est en fonctionnement. En moyenne, le flux moyen de COV atteint donc 3.48 kg/h, ce qui permet à l'exploitant de s'accommoder d'une fréquence de contrôle des émissions atmosphériques pour les COVT à hauteur d'une par an.</p> <p>L'exploitant réalise bien une surveillance annuelle des émissions de COV au travers d'une mesure annuelle à la cheminée du RTO par un prestataire spécialisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible et dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 18 mètres. La cheminée de la chaudière au gaz naturel utilisée pour le chauffage du fluide caloporteur doit culminer à une hauteur minimale de 10 mètres. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non-conforme à ses dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir une cheminée principale dans laquelle sont canalisées la plupart des émissions de COV. L'exploitant a indiqué que cette cheminée s'élevait à 19.5m et disposait d'un système parafoudre. Sur le terrain, l'inspection a pu constater que celle-ci dépassait bien de 3m tous les bâtiments situés dans un rayon de 18 m. Par ailleurs, lors des 3 essais réalisés dans le cadre de la mesure des émissions atmosphériques le 17/09/2025, la vitesse des gaz s'élevait de 7.6 à 8.4 m/s ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral qui prescrit une vitesse d'éjection des gaz supérieure à 5m/s. A noter que le site dispose de deux chaudières pour le chauffage des fluides thermiques de process et pour le chauffage des bâtiments, lesquelles disposent également d'une cheminée chacune. Enfin, des extracteurs d'air rejettent également sur le toit de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Émissions diffuses de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses de COV
Prescription contrôlée : Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.2.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :- pour les émissions diffuses de COV : Paramètre Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants Unité Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée VLE (moyenne annuelle) 10
Constats : Dans son Plan de Gestion des Solvants 2024, l'exploitant calcule un total des émissions de COV de 0.78 kg par kg d'extraits sec par an. Bien que l'installation de l'oxydateur thermique aura permis de faire diminuer sensiblement ce paramètre, elle ne lui permet pas d'atteindre la VLE de 0.3kg COV par kg d'extrait sec utilisés telle que mentionnée à l'article 3.2.1.1 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022, pour les revêtements de surface en matière plastique. Aussi, comme le prévoit ce même article, en lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels précisés au point 3.2.1.2.

D'après le plan de gestion des solvants (PGS) 2024, les émissions diffuses sont estimées à 33.4 T. Elles ont été déterminées en additionnant les sorties de solvants organiques suivantes :

O2 : Pertes de solvants organiques dans l'eau, compte tenu du traitement des eaux résiduaire pour le calcul prévu dans O5.

L'exploitant indique que les eaux de lavages sont récupérées et envoyées en traitement extérieur, aussi, aucune sortie n'est à déclarer ici. (OT)

O3 : La quantité de solvants organiques qui subsistent sous forme d'impuretés ou de résidus dans les produits issus de l'opération.

L'exploitant a, pour calculer ce flux, calculé au préalable l'extrait sec déposé. Soit la quantité de produit déposé sur tous les produits finis. Il estime que ce chiffre à 82.1T.

Suite à l'étuvage à 150° pendant 30mn, il est estimé que le taux de solvants résiduels qui part chez le client correspond à 0.015% du produit déposé.

Ainsi, l'exploitant estime que l'ensemble du flux de solvants transférés chez les clients dans les produits finis correspond à une part négligeable. (OT)

O4 : Émissions non captées de solvants organiques dans l'air. Cela comprend la ventilation générale de locaux qui s'accompagne d'un rejet d'air dans l'environnement extérieur par les fenêtres, les portes, les événements ou des ouvertures similaires.

L'exploitant a calculé les émissions non captées de solvants organiques dans l'air en faisant la différence entre le méthanol acheté et toutes les autres sorties de solvants identifiées. Ce flux annuel correspond à 33.4T.

O9 : Solvants organiques libérés d'une autre manière.

L'exploitant estime qu'aucun solvant n'est libéré d'une autre manière. (OT)

L'inspection se questionne toutefois sur la méthode utilisée par l'exploitant pour affirmer que le solvant organique s'est bien libéré dans l'air et non d'une autre manière.

D'après le PGS, la quantité totale de solvants organiques utilisés à l'entrée (I) est de 670,5 T. Elle a été calculée en additionnant :

I1 : La quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans des mélanges achetés, qui est utilisée dans les installations pendant la période au cours de laquelle le plan de gestion des solvants est calculé.

La masse de méthanol comptabilisée est de 290,5 T.

I2 : La quantité de solvants organiques à l'état pur ou dans des mélanges récupérés et réutilisés comme solvants à l'entrée de l'unité. Le solvant organique recyclé est compté chaque fois qu'il est utilisé pour exercer l'activité.

L'exploitant estime utiliser 80% du condensat de distillation soit 380T de solvants.

Ainsi, les émissions diffuses représentent 4.98% des solvants organiques utilisés à l'entrée (soit 33.4/670.5), ce qui respecte la VLE fixée par l'article 3.2.1.2 de l'arrêté ministériel du 03/02/22.

les rejets à la sortie du RTO respectent quant à eux la VLE de 20mg/Nm³ (rejets compris entre 0 et 1 mgC/Nm³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Émissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique
Prescription contrôlée : Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes : NOx : 100 mg/Nm ³ CO : 100 mg/Nm ³ COVT : 20 mg/Nm ³ (1) La VLE ne s'applique pas lorsque des effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion.(2) La VLE peut ne pas être appliquée si des composés azotés [par exemple, DMFou NMP (N-méthylpyrrolidone)] sont présents dans les effluents gazeux.
Constats : Toutes les émissions canalisées transitent par la même cheminée. En revanche, toutes ne font pas l'objet d'un traitement par l'oxydateur thermique. Lorsque l'enduction est en fonctionnement, les émissions gazeuses font l'objet d'un traitement par oxydateur thermique. Or, la VLE pour les COVT est de 20 mg/Nm ³ lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants contenus dans les effluents gazeux, conformément à l'article 3.2.1.2 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022. Le rapport des émissions atmosphériques du 17/09/2025 démontre un taux de COVT compris entre 0 et 1 mgC/Nm ³ , ce qui est donc conforme à l'arrêté. L'exploitant a montré lors de la revue documentaire en salle un rapport faisant état d'une mesure le même jour en amont de l'oxydateur, celle-ci affichait un taux de 156 mg/Nm ³ . Si les mesures ont été effectuées en même temps, elles permettent bien de déduire le rendement de l'oxydateur (99,4%). Toutefois, si les VLE sont bien conformes lorsque l'oxydateur est en fonctionnement, l'exploitant n'a pas démontré le respect des VLE lorsque l'oxydateur est à l'arrêt. Or, comme vu au point de contrôle n°2, l'oxydateur thermique n'est pas toujours en fonctionnement mais uniquement lors des périodes d'enduction. Certains ateliers et notamment les deux zones préparation (étage et rez-de-chaussée) font l'objet d'un captage des COV au plus près des zones émettrices alors que l'oxydateur est à l'arrêt. Et si le flux COV (TCOV/an) est moindre selon l'exploitant (29.3T) par rapport au flux issu des périodes d'enduction (156.8T), celui-ci est rejeté directement à l'atmosphère sans aucun traitement si ce n'est l'utilisation d'une unité de récupération des distillats condensés. Aussi, l'exploitant indique dans son PGS 2024 recycler une partie de son solvant en réutilisant le condensat. Or, conformément à l'article 3.2.1.2 de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 pour les émissions de COV dans les gaz résiduels en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré, la VLE applicable est de 35mg C/Nm ³ . Ainsi, l'exploitant réalisera lors du prochain contrôle une mesure des COVT de ces flux lorsque l'oxydateur est à l'arrêt et pendant une période de captage des COV dans les zones de préparation afin de s'assurer du respect de la VLE de 35mg/Nm ³ . En cas de non-respect, l'exploitant devra s'assurer de traiter ces flux avec le RTO.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : cf Point de contrôle n°2

Lors de la prochaine campagne de mesures des émissions atmosphériques, l'exploitant réalisera une mesure des COVT lorsque l'oxydateur thermique RTO est à l'arrêt et pendant une période de captage des COV dans les zones de préparation des mélanges afin de s'assurer du respect de la VLE de 35mg/Nm³. En cas de non-respect, l'exploitant devra mener une réflexion pour déterminer l'opportunité de traiter ces flux canalisés par le RTO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte, pour les émissions de poussières, la valeur limite d'émission suivante :

Paramètre Poussières

Procédé / source Application par pulvérisation

Unité mg/Nm³

VLE(Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) 3

Constats :

L'exploitant dispose d'un dépoussiéreur en zone "poudre" et "solvant". Celui-ci fonctionne avec 6 filtres à manches qui sont remplacés une fois par trimestre et d'un dispositif avec une alarme permettant de suivre leur encrassement. Interrogé sur la filière dans laquelle est évacuée ces déchets, l'exploitant indique qu'aucun big-bag n'a été évacué du site à ce stade pour la raison que seuls deux d'entre eux ont été remplis depuis l'installation du dépoussiéreur. L'exploitant s'assurera d'éliminer ces déchets dans une filière adaptée conformément à la réglementation applicable. Le rapport du 17/09/2025 démontre que les rejets de poussières sont de 0,51 mg/Nm³ et donc conforme à la VLE fixée à 3 mg/Nm³.

Type de suites proposées : Sans suite